

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



GENERALE

E/CN.4/1446/Add.3
26 janvier 1981

FRANCAIS

Original : ANGLAIS/FRANCAIS/RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-septième session

Point 28 de l'ordre du jour provisoire

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général

Additif

1. De nouvelles candidatures au poste de membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ont été présentées au Secrétaire général depuis le 16 janvier 1981. Les candidats sont les suivants :

Pays qui a présenté la candidature

M. Abdillahi Said Osman

Somalie

M. Fisscha Yimer

Ethiopie

2. Les curriculum vitae de MM. Ibrahim S. Jimeta, Paul Nikiema et Vsevolod N. Sofinski, dont les candidatures avaient été annoncées dans les documents E/CN.4/1446/Add.1 et Add.2, sont également reproduits ci-après.

H. Ibrahim S. JIMETA

(candidat présenté par le Gouvernement nigérian)

CURRICULUM VITAE :

Date de naissance : 1936
Etat civil : Marié
Nombre d'enfants : Quatre
Nationalité : Nigériane

ETUDES :

1944-1948 Ecole primaire, Jimeta
1949 Ecole secondaire du premier cycle, Yola
1950-1955 Ecole secondaire d'Etat, Zaria
1956-1959 Shoreditch College, Université de Londres,
Institute of Education, Londres

TITRES ET DIPLOMES :

Certificat d'aptitude à l'enseignement,
Université de Londres, diplômé de
Shoreditch College

CARRIERE :

29 août 1959 Premier emploi : fonctionnaire de
l'enseignement public (Education Officer),
dans l'administration de la Région du
Nord, Nigéria

Septembre 1959 - décembre 1960 Fonctionnaire de l'enseignement public
(Education Officer),
Ecole secondaire provinciale, Okene

Janvier 1961 - septembre 1963 Fonctionnaire chargé des étudiants - Bureau
de l'Agent général pour le Nigéria du Nord,
à Londres

Octobre 1963 - février 1966 Fonctionnaire supérieur de l'enseignement
public (Senior Education Officer),
Secrétaire par intérim de la Commission
des bourses d'étude du Nigéria du Nord,
Kaduna

Février 1966 Premier Secrétaire,
Ministère des affaires étrangères, Lagos

Mai 1966 - janvier 1967 Premier Secrétaire à l'éducation,
Haute Commission du Nigéria, Londres

Janvier 1967 - mai 1968 Premier Secrétaire/Chef de la chancellerie,
Ambassade du Nigéria,
Abidjan (Côte d'Ivoire)

Mai 1968 - août 1968	Premier Secrétaire, Ministère des affaires étrangères, Lagos
Août 1968 - décembre 1971	Premier Secrétaire/Chef de la chancellerie, Ambassade du Nigéria, Moscou (URSS)
Janvier 1972 - août 1972	Chef de la Division internationale, Ministère des affaires étrangères, Lagos
Août 1972 - mars 1973	Directeur adjoint, Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères, Lagos
Mars 1973 - décembre 1974	Ministre/Conseiller, Mission permanente du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York
Janvier 1975 - avril 1976	Ministre Mission permanente du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York
Mai 1976 - 1977	Ambassadeur du Nigéria auprès de la République du Niger, concurrentement accrédité auprès de la Haute-Volta
1976 et 1977	Représentant suppléant à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discrimi- natoires et de la protection des minorités
1977 - 1979	Ambassadeur du Nigéria en Autriche
1978 -	Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
1980 -	Secrétaire permanent, Département de l'information, Bureau du Président

VIOLONS D'INGRES

Photographie, musique, arts plastiques et natation.

M. Paul NIKIEMA

(Candidat proposé par le Gouvernement de la Haute-Volta)

Cursus Studiorum

- Etudes primaires à l'école des Soeurs blanches de Ouagadougou
- Etudes secondaires au Petit séminaire de Pabré (Haute-Volta)
 - Diplôme d'instituteur de l'AOF
 - Baccalauréat série B. Philosophie-Latin-Langues
 - Diplôme de la faculté catholique de Lyon (Secrétariats sociaux, chroniques sociales de France)
 - Diplôme de l'Institut des hautes études d'Outre-Mer (Paris)
 - Licencié en droit (Faculté de droit et des sciences économiques de Paris)
 - Etudes supérieures de droit et de sciences politiques (Faculté de Paris)

Cursus Honorum

Principales professions successives

- Instituteur
- Secrétaire de l'Inspecteur général des affaires administratives
- Contractuel au Cabinet du Gouverneur de la Haute-Volta
- Greffier
- Magistrat

Principales fonctions exercées

- Ministre de la jeunesse, des sports, de l'enseignement technique et professionnel et de la formation professionnelle accélérée
- Ministre des finances
- Ministre de l'éducation nationale
- Ministre de la santé publique
- Ministre de l'information et du tourisme
- Premier Conseiller à l'Ambassade de Haute-Volta à Paris
- Conseiller juridique à l'Ambassade de Haute-Volta à Paris
- Vice-Président de la Cour d'appel de Haute-Volta

- Président de la Chambre d'accusation de Haute-Volta
- Chargé de cours de droit civil à l'Ecole nationale d'administration de Haute-Volta
- Président du Jury des concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration de Haute-Volta
- Conseiller technique du Ministre de la justice
- Conseiller juridique du Président de l'Assemblée nationale
- Directeur de la législation et de la documentation au Ministère de la justice
- Chargé de l'enseignement du droit constitutionnel à l'Ecole supérieure de droit de Haute-Volta
- Membre de la Sous-Commission des Nations Unies de la lutte contre la discrimination raciale et la protection des minorités (1969-1970-1971)
- Correspondant du BAMREL (Bureau africain et mauricien de recherches législatives)
- Membre de la Cour arbitrale de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO)
- A représenté la République de Haute-Volta à différentes rencontres ou conférences juridiques internationales
- Représente le Ministère de la justice dans de nombreuses Commissions nationales.

M. ABDILLAHI SAID OSMAN

(Candidat présenté par le Gouvernement somalien)

M. Abdillahi Said OSMAN, Ambassadeur, Représentant permanent de la Somalie auprès de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées à Genève, né en 1939, est marié et père de deux enfants.

Diplômé de la Faculté de droit (LL.B.Hons.) et Avocat (Middle Temple), M. Osman a occupé des postes élevés dans l'administration du Gouvernement somalien; il a notamment exercé les fonctions de Directeur du Département juridique (1964-1967), de Directeur général du Ministère de la justice (1967-1969), de Conseiller d'Etat principal et Premier conseiller juridique auprès du Président (1970-76). Il a présidé de nombreuses commissions techniques et juridiques et a été à un moment donné Directeur de la Commission législative chargée de la réforme législative et de l'intégration des lois en Somalie. Il a plaidé devant des tribunaux nationaux et internationaux, ainsi que des tribunaux d'arbitrage.

En tant que représentant de son pays, M. Osman possède une vaste expérience diplomatique. Il a participé à de nombreuses conférences internationales importantes au niveau de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), du mouvement des non-alignés, etc., et a rempli en plusieurs occasions les fonctions de Chef de la délégation de son pays à ces conférences. Il a été Président de la Conférence de plénipotentiaires sur l'asile territorial (janvier 1977) et Président du Comité de révision de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine (avril 1980). Dans le domaine des droits de l'homme, M. Osman a pris part à la réunion d'experts juridiques africains chargée de rédiger une Charte africaine des droits de l'homme (Dakar, décembre 1979) et à la réunion ministérielle de l'OUA qui a eu lieu ultérieurement sur cette question; à une date plus récente, il a participé au Séminaire sur les droits de l'homme en Islam (Koweït, décembre 1980). Pendant les quatre dernières années, il a participé aux travaux de la Commission des droits de l'homme en qualité d'observateur.

M. VSEVOLOD N. SOFINSKI

(Candidat présenté par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques)

M. Sofinski est né le 22 septembre 1924 dans le district de Saratov. En 1942, après avoir terminé ses études secondaires, il a été mobilisé dans l'armée soviétique et envoyé au front.

Après la guerre, il a terminé ses études à la Faculté de droit de l'Institut national des relations internationales de Moscou, où il s'est spécialisé dans l'histoire des relations internationales.

En 1957, il est entré au Comité national de l'URSS pour les relations culturelles avec les pays étrangers.

En 1963, il est entré au Ministère des affaires étrangères de l'URSS. Il a dirigé le Département des relations culturelles avec les pays étrangers et le département de la presse, a exercé des fonctions dans diverses ambassades et a participé à de nombreuses conférences internationales.

Depuis plusieurs années, il est membre de la Commission de l'URSS pour les questions relatives à l'UNESCO. Il a participé aux travaux de la trente-troisième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Il a rang d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'URSS.

Il a publié une série d'ouvrages scientifiques sur l'histoire des relations internationales, la politique étrangère de l'URSS, la géographie régionale, etc.

M. Sofinski est marié et a deux enfants.

M. FISSEHA YIMER

(Candidat proposé par le Gouvernement éthiopien)

- Date de naissance : 2 août 1940
- Etat civil : Marié; 1 enfant
- Etudes : Licencié en droit (LL.B) avec mention (Université d'Addis-Abeba), 1970. A également obtenu la médaille d'or du Chancellor.
- Diplôme d'études supérieures de droit (LL.M) (Université de Pennsylvanie, Etats-Unis, 1972).
Sujet de thèse : "Le Portugal et les Nations Unies".
- Fonctions exercées :
- 1970-71, expert juridique au Bureau du vérificateur général des comptes du Gouvernement éthiopien.
 - Juillet 1972 - septembre 1977, chargé de cours de droit public international; en outre, a enseigné le droit pénal, le droit international privé et le droit commercial international à l'Université d'Addis-Abeba.
 - Depuis septembre 1977, Chef du département juridique du Ministère des affaires étrangères.
 - Représentant de l'Ethiopie aux première et deuxième sessions de la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités, Vienne, avril-mai 1977 et juillet-août 1978.
 - Chef de la délégation éthiopienne aux septième, huitième et neuvième sessions de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.
 - Représentant de l'Ethiopie à la sixième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU aux trente-troisième, trente-quatrième et trente-cinquième sessions.
 - Représentant de l'Ethiopie à la dix-neuvième session du Comité consultatif juridique asiatico-africain, Doha, Qatar, janvier 1978.

Publications :

- "La succession d'Etats et le statut juridique des fleuves internationaux" (à paraître à l'Académie du droit international de La Haye).
- "La doctrine de l'autodéfense dans le droit pénal éthiopien" (à paraître dans le prochain numéro du Journal of Ethiopian Law) (Journal du droit éthiopien).

Sociétés dont le candidat est membre :

- American Society of International Law.